

**CONTRIBUTION D'ALTERNATIVE TELECOM
A LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE BILAN DU CYCLE EN COURS ET LES PERSPECTIVES
POUR LE PROCHAIN CYCLE D'ANALYSE DES MARCHES**

Paris, le 27 septembre 2019

Dans le cadre de la Consultation publique relative au bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés, l'Association *Alternative Télécom* – qui regroupe les opérateurs alternatifs opérant sur les marchés résidentiel et entreprises avec des offres fixe et mobile - souhaiterait faire part à l'ARCEP de ses plus vives préoccupations quant aux analyses qui découlent de cette consultation.

En effet, alors que les opérateurs alternatifs bénéficient sur le marché du mobile d'un accès et de conditions d'accueil permettant leur développement, force est de constater que se reconstitue, grâce à la réglementation, un oligopole sur l'offre fixe du marché grand public, au détriment d'une saine concurrence animée par les opérateurs alternatifs.

Dans le cadre de la convergence, dissocier aujourd'hui les problématiques fixe/mobile ne correspond plus aux évolutions du marché.

A l'image du développement économique engendré par la stimulation concurrentielle dans le mobile, le marché du Très Haut Débit Fixe doit enfin voir réunies les conditions de son essor, tant sur le marché entreprises, mais également et surtout sur le marché résidentiel.

I – SUR LE MARCHE RESIDENTIEL

Si l'ARCEP se réjouit d'une dynamique concurrentielle animée par 4 opérateurs, les membres de l'Association *Alternative Télécom* ne peuvent que déplorer cette situation d'oligopole, freinant ainsi le développement de la concurrence et de l'innovation de ce marché, et ce particulièrement sur les zones très denses ou AMII, mais également sur certaines zones RIP.

A - UNE ABSENCE D'OFFRE DE GROS D'ACCES ACTIVE POUR LES OPERATEURS ALTERNATIFS SUR 90% DES PRISES FIBRE OPTIQUE DEPLOYEES

- *Sur les Réseaux d'Initiative Publique (RIP)*

Dans les zones RIP, une véritable dynamique est constatée en général, grâce à l'initiative publique dans le cadre de concessions attribuées à des industriels en charge de la conception, la construction ou l'exploitation des réseaux, avec des aides publiques à l'appui.

Ces réseaux sont alors ouverts à l'exploitation au bénéfice de tous les acteurs, verticalement intégrés ou de services, permettant le déploiement d'offres de services de très haut débit.

Cela doit se traduire notamment par l'existence d'offres de gros d'accès activé sur la fibre optique (FttH). Suite à l'adoption de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite « ELAN », du 3 novembre 2018, cette obligation a été reprise dans le code général des collectivités territoriales (article L1425-1).

Or, force est de constater que sur certaines régions où Orange a bénéficié de concessions, aucune offre de gros d'accès activé n'est proposée dans son catalogue de services, et dès lors, aucun des opérateurs alternatifs ne peut y commercialiser ses offres de fibre optique. Pour ce qui concerne SFR, les offres activées ne sont disponibles que sur quelques RIP.

Ainsi, **les conditions d'un accès égal au marché ne sont pas assurées sur les RIP exploités et commercialisés par Orange ou ne sont disponibles que sur quelques RIP exploités et commercialisés par SFR**, alors que les RIP mis en place par les opérateurs d'infrastructures tels qu'Altitude Infrastructure, Axione, Covage et TDF proposent systématiquement et spontanément des offres d'accès de gros activé permettant aux opérateurs alternatifs d'y être présents.

Cette situation est contraire au droit public, aux obligations des collectivités locales, au droit européen, et revient à accorder une aide d'Etat à une entreprise en position dominante.

En outre, il convient de souligner que dans le cadre des AMEL en cours de contractualisation, il n'est pour le moment pas prévu d'offre activée sur ces zones.

Alternative Télécom demande à l'ARCEP qu'à très bref délai (pour une prise d'effet à mi-2020) des offres de gros d'accès FttH activé avec remontée nationale soient disponibles sur l'ensemble des réseaux fibre optique des zones RIP, ceci à des tarifs conformes à ses lignes directrices de décembre 2015.

- *Sur les zones moyennement denses (AMII)*

Sur les zones moyennement denses, la constitution d'un oligopole est attestée par le fait que l'accès d'un opérateur sur le réseau fibre de son concurrent est conditionné à une part de marché de 5% ou à des offres de location à la ligne passive, inaccessibles économiquement à tout autre opérateur que les 4 opérateurs constituant l'oligopole.

La répartition des zones AMII entre Orange (80%) et SFR (20%) atteste même la présence d'un duopole.

Par conséquent, aucune offre de gros d'accès activé à la fibre optique pour les opérateurs alternatifs n'est disponible sur ces zones AMII.

- *Sur les zones très denses (ZTD)*

Aucune offre de gros d'accès activé n'est disponible de la part de l'un des 4 opérateurs sur les zones très denses.

Sur les ZTD, AMII et AMEL, le remède le plus efficace et le plus réaliste pour corriger en urgence cette grave anomalie que constitue l'absence totale d'offre de gros d'accès activé est d'obliger les deux principaux opérateurs d'infrastructure, de gros et de détail que sont Orange et SFR à proposer, à très bref délai (pour une prise d'effet à mi-2020), des offres de gros d'accès FttH activé sur l'ensemble des réseaux fibre optique de ces zones où ils commercialisent leurs offres de détail. Toute autre solution serait trop lente, partielle et très aléatoire.

Sur toutes les zones citées ci-dessus, les opérateurs alternatifs adressant le marché grand public ne peuvent commercialiser leurs offres de fibre optique « Triple Play » (Internet, Téléphonie, Télévision). Ces zones d'éviction représentent environ 90% des 14 millions de prises aujourd'hui raccordables : 6 millions en ZTD, 6 millions en zone AMII et 600.000 en zone RIP.

B. UNE DISPONIBILITE RETARDEE D'OFFRES DE GROS D'ACCES ACTIVE POUR LES OPERATEURS ALTERNATIFS SUR CERTAINS TERRITOIRES EN ZONE RIP

Nous constatons que sur certaines zones géographiques où sont prévues des offres de gros d'accès FttH en passif et en activé, les offres de gros d'accès passif utilisées par l'opérateur FAI du groupe exploitant le RIP sont pourtant disponibles avant les offres de gros d'accès activé.

Afin d'assurer une « égalité des chances » des opérateurs commerciaux et compte tenu du fait qu'une part importante des souscriptions au nouveau service sur la fibre se concrétise dans les premières semaines suivant l'éligibilité d'une prise, il convient de faire respecter strictement, **en tout type de zones** et pour chaque déploiement de nouvelles prises fibre, le principe de lancement concomitant des offres de détail et des offres de gros (d'accès passif et concomitamment des offres activées) par un opérateur verticalement intégré (vu au niveau du groupe avec ses diverses sociétés et filiales).

C. UNE REVISION A LA BAISSSE DES TARIFS DES LIGNES DIRECTRICES DE L'ARCEP DE DECEMBRE 2015

L'ARCEP a publié en décembre 2015 des « lignes directrices sur la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique ».

De nombreux indicateurs convergents manifestent que les coûts de construction des infrastructures de réseaux de fibre optique ont significativement baissé depuis l'étude menée en 2015 et ayant abouti aux lignes directrices tarifaires de décembre 2015. Ces indicateurs sont les suivants :

- Attribution (ou réattribution de RIP) sur ces 3 dernières années nettement moins « gourmandes » en demandes d'aides publiques que les RIP plus anciennement attribués (par exemple pour les départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes)
- Renégociations de lot complémentaires de construction de RIP attribués avec des marchés de travaux à des coûts très inférieurs à ceux des premiers lots (par exemple en Bretagne et en Vendée)
- Baisse des prix de détail de certains opérateurs FAI comme par exemple une baisse générale des tarifs de l'ensemble de ses offres Fibre de l'opérateur SFR de 3€ en juin 2019.

Comme cela est prévu dans les lignes directrices susvisées, un réexamen des coûts et donc des niveaux tarifaires de gros doit être mené rapidement. Il doit, selon *Alternative Télécom* et au

vu de certains indicateurs dont ceux cités ci-dessus, aboutir à une baisse significative des tarifs de gros des offres FttH.

Il est à noter qu'une telle baisse aura comme effet bénéfique de faciliter l'évolution du support cuivre vers la fibre optique et donc de favoriser le développement de nouveaux usages nécessitant le très haut débit et la croissance de l'économie.

II – SUR LE MARCHE ENTREPRISES

L'ARCEP constate un manque de dynamique concurrentielle au détriment de la numérisation des entreprises. *Alternative Télécom* partage cette analyse qui résulte notamment de la régulation mise en place ces dernières années, dont le fondement reposait sur l'animation du marché de gros par l'émergence d'un 3^{ème} opérateur de gros.

Or, si les membres d'*Alternative Télécom* estiment utile l'émergence d'un 3^{ème} opérateur de gros d'infrastructures fixe pour le marché entreprise, cela ne saurait dispenser les opérateurs principaux que sont Orange et SFR de proposer des offres de gros d'accès activé sur l'ensemble des produits qu'ils commercialisent dans leurs offres de détail.

En outre, avec l'arrêt annoncé du réseau téléphonique commuté (RTC) sur le cuivre, **la mise à disposition d'offres de gros d'accès activé à la fibre optique pour les opérateurs alternatifs** pour remplacer l'infrastructure actuelle apparaît **urgente**.

Les membres d'*Alternative Télécom* soulignent qu'il est essentiel et nécessaire d'assurer aujourd'hui une certaine répliquabilité d'offres complètes (mobile+fixe), tant sur les marchés résidentiel que sur le marché entreprises, ce afin d'assurer une diversité de choix et une concurrence dynamique.

Cette répliquabilité existe certes à date pour le marché mobile (et il est important de la maintenir avec l'arrivée de la 5G).

En revanche, sur les offres fixe, elle reste **partielle pour le marché entreprises**, et demeure **même inexistante pour le marché résidentiel, sur les zones très denses, moyennement denses et certaines zones RIP**, les opérateurs alternatifs ne pouvant ainsi proposer leur offre box fibre triple play, du fait de l'absence d'offres de gros d'accès activé à la fibre optique.

Dans ce contexte, et au regard de la part croissante des offres couplées fixe/mobile, il est urgent de remédier à cette anomalie de marché, en faisant émerger des offres de gros d'accès activé sur la fibre optique, ce sur l'ensemble du territoire.